

Congrès de Gennevilliers du Mouvement de la Paix 3/4/5 nov. 2017

Table-ronde 2 « Pour une Europe de paix et de coopération, agir pour un système de sécurité mutuelle en Europe »

Intervention liminaire Alain Rouy

En guise d'introduction, je vous propose de fixer quelques repères utiles à notre réflexion.

Alors que la Charte des Nations-Unies en 1945 portait l'ambition d'établir un nouvel ordre international fondé sur la paix, ce n'est pas du tout ce qui se s'est passé en Europe où la confrontation Est-Ouest a balayé les espoirs de 1945. La « guerre froide » fut la preuve que la guerre était redevenue un moyen de la politique. Fondée en 1949, l'OTAN est une organisation militaire ayant pour but affiché la défense du camp occidental contre la menace soviétique. La création de l'OTAN fut la réponse américaine au basculement de la Tchécoslovaquie dans le bloc soviétique (et non pas, comme on le croit parfois, une réponse au Pacte de Varsovie créé seulement en 1955).

La conception des USA et de l'OTAN, c'est donc d'assurer une sécurité fondée sur la puissance militaire, en violation de la Charte des Nations-Unies qui précise dans son article 2, §4, que les Etats « s'abstiennent dans les relations internationales de recourir à la menace ou l'emploi de la force ».

La détente, la fin de la guerre froide, puis l'effondrement de l'URSS ont soulevé l'immense espoir de sortir enfin de la confrontation Est-Ouest et de bâtir un système commun de sécurité. De nouveaux concepts ont gagné en pertinence : celui de « sécurité collective » propagé par le Premier Ministre suédois de l'époque, Olof Palme, selon lequel on n'est soi-même en sécurité que si l'adversaire se sent lui-même en sécurité.

Le concept de « maison européenne commune » utilisé par Mickael Gorbatchev au moment de la réunification allemande en 1990 était lui aussi porteur d'un avenir de sécurité commune et à l'époque, de nombreuses promesses ont été faites à Gorbatchev : l'Otan ne s'étendrait pas à l'Est, pas même à la partie orientale de l'Allemagne. Il était question de faire fructifier les acquis de la CSCE d'Helsinki en 1975, la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe devenue OSCE et de récolter les « dividendes de la paix ».

Hélas, la réalité fut tout autre. Après la dissolution du Pacte de Varsovie, l'OTAN ayant perdu sa raison d'être a cherché à tout prix à se donner une nouvelle légitimité. Car l'OTAN n'était pas seulement une alliance militaire face à l'URSS mais aussi et surtout un instrument dirigé par les USA destiné à maintenir l'hégémonie américaine sur le camp occidental. L'OTAN s'est muée en une organisation militaire offensive appelée à intervenir partout sur la planète pour gérer les crises affectant les intérêts des puissances occidentales, en premier lieu ceux des Etats-Unis.

Et la sécurité européenne ? il est clair que l'OTAN ne contribue pas à la sécurité européenne, ce qui n'est pas fondamentalement son but car, comme le disait Barack Obama qui n'est pas le plus belliciste des présidents américains, « les alliances amplifient la puissance américaine ». Actuellement, l'Otan représente une menace pour la sécurité de l'Europe en raison de décisions concrètes prises lors des derniers sommets de l'OTAN : extension de l'Alliance jusqu'aux frontières de la Russie (pays de l'Est européen et pays baltes), perspectives d'adhésion offertes à l'Ukraine et à la Géorgie, déploiement d'un système anti-missiles en Europe de l'Est, manœuvres militaires en Pologne et dans les pays baltes, augmentation des budgets militaires à hauteur de 2% du PIB. Toutes ces mesures accroissent les tensions avec la Russie qui les considère comme dirigées contre elle ; elles contribuent à nourrir le conflit dans le Donbass.

Parallèlement à l'OTAN, l'Union Européenne n'a rien trouvé de mieux pour se relancer que de mettre en avant « l'Europe de la Défense ». Le terme Europe est ici abusif : il s'agit en réalité de militariser l'Union Européenne, et ce en plein accord avec l'OTAN, ce qui implique les pays de l'UE non membres de l'OTAN dans la stratégie de l'OTAN. Les premières mesures concrètes sont : l'augmentation des budgets de défense à hauteur des 2% du PIB conformément aux exigences de l'OTAN ; la mise en place d'une « coopération structurée permanente » en matière de défense, permettant à un groupe d'Etats de renforcer leur coopération militaire sans attendre ceux qui ne sont pas encore prêts ; la création d'un fonds commun pour l'industrie de la défense ; la standardisation des normes en compatibilité avec l'OTAN.

Cette accélération des décisions prises par l'OTAN et l'UE n'est pas seulement dénoncée par les mouvements pacifistes, mais aussi par des responsables politiques qui, tels les anciens ministres français Paul Quilès et Pierre Lellouche, y voient un retour à une situation dangereuse de guerre froide avec la Russie.

Il existe également un autre facteur de grave déstabilisation en Europe : la question de la sécurité de l'espace méditerranéen. A la faveur de ce qu'on appelle pudiquement la crise des migrants, l'Union Européenne se transforme de plus en plus en Europe forteresse. Au lieu de s'attaquer aux causes profondes des guerres et de la misère qui poussent des millions de personnes à quitter leurs pays, au lieu d'examiner leur propre responsabilité dans les escalades militaires et dans une économie de spoliation des pays du Sud, les pays européens n'apportent que des réponses militaires, que ce soit par des expéditions à l'extérieur ou par le bouclage des frontières. Les dernières années ont pourtant largement démontré qu'il n'y avait pas de solutions militaires et qu'au contraire, celles-ci ne faisaient qu'aggraver les conflits et augmenter le nombre de réfugiés. Sans compter les drames humains comme ces innombrables disparitions en Mer Méditerranée et l'existence précaire des réfugiés dans nos pays, sans compter les tensions intérieures qui en résultent et qui nourrissent le racisme et le populisme, mettant en danger les droits humains et la démocratie.

Les enjeux de sécurité sont donc énormes en Europe et il est du devoir des pacifistes d'élaborer des propositions alternatives à la fuite en avant militaire et policière. Nous ne partons pas de rien et nous n'avons pas oublié pour notre part les principes énoncés en 1975 lors de la Conférence d'Helsinki. Il est urgent aujourd'hui de rebâtir la confiance en retournant à l'esprit d'Helsinki et en allant vers la construction d'un système de sécurité mutuelle incluant l'ensemble des pays d'Europe, y compris la Russie et les pays du Caucase, ce que nous appelons parfois un « Helsinki II » en référence à la Conférence de 1975. La France pourrait jouer un rôle décisif en redevenant maîtresse de sa propre politique extérieure, en toute autonomie. Un premier signe serait le retrait de l'OTAN, puis l'action pour sa dissolution ; un autre signe la signature, la ratification et la promotion du Traité d'interdiction des armes nucléaires. A nous, en France, de populariser ces idées.

Et avec nos amis pacifistes européens qui vont maintenant s'exprimer, nous sommes déterminés à renforcer nos liens pour agir ensemble et rassembler toutes les forces qui veulent que l'Europe devienne véritablement un continent de paix.